

CALAIS, ENTRE RETOUR ET PERMANENCE

Il y a trente ans qu'un groupe d'habitant-e-s de Calais en lien avec Amnesty International ont commencé à se préoccuper de la situation des exilé-e-s bloqué-e-s à la frontière britannique, et ont constitué La Belle Étoile.

Après une longue indifférence, l'État doit se pencher sur la question à propos de familles romes de Tchéquie et Slovaquie refoulées à la frontière britannique bien qu'ayant demandé l'asile. Hébergement provisoire, négociations avec le gouvernement britannique, partage des familles, la moitié pouvant demander l'asile au Royaume-uni, l'autre en France. L'affaire prend plusieurs mois fin 1997 – début 1998.

Puis vient la période des « Kosovars », les réfugié-e-s des guerres qui achèvent l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie. Sous la pression des associations, ouverture de plusieurs lieux d'hébergement provisoires, puis en 1999 celle plus pérenne du Centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte.

Dans l'ombre du Centre de Sangatte, le port de Calais s'entoure de grille en 2000, le périmètre du Tunnel sous la Manche en 2001, et des systèmes de détection sophistiqués commencent à être utilisés. Le passage étant plus difficile à Calais, les exilé-e-s se dispersent dans les ports de la Bretagne à la Belgique et aux Pays-Bas, et des campements commencent à s'installer près des parkings d'autoroute en amont du littoral. La méthode de passage privilégiée étant de se cacher dans des camions qui vont embarquer sur les ferries ou les navettes ferroviaires du Tunnel, vers le Royaume-uni.

Fin 2002, fermeture du Centre de Sangatte. Commence la longue période des déguerpissements. Il n'y a plus de lieu d'accueil. Les exilé-e-s sont harcelé-e-s par la police là où ils et elles s'installent, terrains vagues, bâtiments abandonnés, abris précaires, expulsé-e-s avec ou sans procédure légale, avec ou sans arrestations, avec ou sans violences physiques, généralement avec destruction des effets personnels, parfois relogement proposé ou forcé loin de Calais.

Un changement apparent de politique se concrétise en mars – avril 2015 par la naissance du bidonville actuel. D'un côté la police tourne quotidiennement dans tous les campements et squats qui existaient alors pour menacer les habitant-e-s d'une expulsion violente si ils et elles ne vont pas sur le site désigné par l'État. De l'autre, une partie des associations sont appâtées par la promesse que les exilé-e-s seront « toléré-e-s » à cet endroit, et qu'on sortira donc du cycle des expulsions qui se succèdent depuis la fermeture du Centre de Sangatte. S'ensuit une auto-expulsion assistée par une partie des associations.

Dans les faits, le nouveau bidonville a connu depuis avril 2015 quatre destructions partielles, reproduction du processus antérieur d'expulsion – destruction, avec ce qu'il signifie de violence et d'insécurisation, mais sur le même site, à l'écart de la ville, autour duquel la police exerce un contrôle de plus en plus pesant, la population se concentrant sur un espace de plus en plus restreint. Sur ce site, l'État a aussi transféré une structure de mise à l'abri des femmes et des enfants, qui a pour origine lointaine un squat pour les femmes et les enfants ouvert en 2013 par le mouvement No Border, et il a créé un camp de containers de 1500 places. Il annonce aussi la création d'une structure pour mineurs isolés étrangers, elle aussi sous-dimensionnée.

À cette rentrée de pré-campagne présidentielle, la droite a pris l'initiative quant à Calais autour de deux idées, la destruction du bidonville à court terme et la renégociation des accords franco-britanniques de gestion de la frontière en cas de victoire aux élections de l'an prochain. Le gouvernement refuse toute renégociation des accords franco-britanniques, mais s'engage vers la destruction du bidonville, ce qui nécessite le déplacement forcé de quelques 10 000 personnes vers des centres d'accueil à créer sur tout le territoire. Cela signifie une pression importante sur le tissu associatif pour désamorcer les oppositions et maquiller ce déplacement forcé en politique d'accueil.

Sont censées subsister à Calais quelques 2000 personnes dans les trois structures mises en place par l'État, camp de containers, mise à l'abri des femmes et enfants et structure d'accueil à créer pour les mineurs isolés étrangers. Comme une répétition du Centre de Sangatte, qui a accueilli jusqu'à 2000 personnes. L'opération que projette le gouvernement, rafles et déplacement forcé des personnes vers des centres éloignés où elles auront le choix entre demander l'asile en France, opter pour le retour « volontaire » vers leur pays d'origine ou être expulsées du territoire, est un calque exact des Opérations Ulysse qui ont suivi la fermeture du Centre de Sangatte jusqu'en 2006.

Lors de toutes les opérations antérieures d'éloignement forcé, la plupart des personnes qui ne souhaitaient pas rester en France sont revenues à Calais. Ce qui signifie cette fois-ci plusieurs milliers de personnes revenant à Calais sans lieu pour les accueillir, et pour le gouvernement un échec impossible à cacher en pleine campagne présidentielle. Tous les moyens seront donc mis en œuvre pour empêcher ce retour vers Calais, avec la violence et les violations des droits qu'on peut supposer.

Déjà les contrôles au faciès se sont durcis dans les gares entre Paris et Calais, les personnes « à tête d'exilé-e » pouvant se voir interdire l'accès au train même en ayant un billet si elle ne présentent pas un document d'identité, ou interdire l'accès de la gare pour pouvoir prendre un billet. Pendant deux mois de fin octobre à fin décembre 2015 la police a raflé 50 personnes chaque jour, qui ont été envoyées dans les plus gros centres de rétention. La logistique existe donc, peut sans doute être amplifiée, et se combinerait bien avec la distribution d'OQTF sans délais de retour, contestables sous 48h, lors d'arrestations dans les trains et les gares lors du retour vers Calais. Au niveau européen, les accords de réadmission négociés avec les pays d'origine, notamment à travers le Processus de Khartoum, et la mise en place des laissez-passer européens, avancent. L'Italie a ainsi été en mesure de réaliser en 48h l'expulsion d'un groupe d'une cinquantaine de personnes vers le Soudan, avec la collaboration avant le départ des

autorités soudanaises pour leur identification. La France devrait aussi être en état de le faire.

De même que l'annonce d'un « camp de réfugiés » de 400 places à Paris sert de masque à une réalité quotidienne de harcèlement accru des exilé-e-s dans les rues de Paris, la mise en avant des « Centres d'Accueil et d'Orientation » comme signes d'une politique d'accueil viendrait masquer un déplacement forcé de population comme on en aurait pas vu depuis la fin de la guerre d'Algérie – et sans doute depuis bien plus longtemps en période de paix – et une combinaison de violence et de violation des droits à une échelle peu commune sur le chemin du retour.

Contrairement à ce que dit le droite, ce n'est pas la création en soi de Centres d'Accueil et d'Orientation partout en France qui va y essaimer des mini-Calais, mais la propagation des violations des droits et des violences pour empêcher les personnes de renouer avec leur projet migratoire vers le Royaume-uni.